

Communiqué relatif au Mouvement génération Z

Les jeunes de la génération Z ont surpris les pouvoirs publics, ainsi que de nombreux observateurs, par leurs manifestations pacifiques continues depuis le 27 septembre 2025. Ils ont exprimé des revendications légitimes garanties par la Constitution marocaine et les conventions des Nations Unies ratifiées par le Maroc. Ces revendications incluent le droit à des services publics de qualité dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'emploi et du logement, ainsi que des revendications de liberté, de dignité, de justice sociale et de lutte contre la corruption.

Cependant, les pouvoirs publics, comme à leur habitude, ont eu recours à la répression, aux arrestations et aux simulacres de procès, au lieu d'écouter et de comprendre la douloureuse réalité à laquelle sont confrontés les citoyens dans les différents services publics que les pouvoirs publics ont décidé de mercantiliser au profit du secteur privé depuis des années.

Transparency condamne l'intimidation avec laquelle les pouvoirs publics traitent les manifestations pacifiques de jeunes et exige leur libération inconditionnelle. Elle exige également l'identification et l'arrestation des casseurs qui infiltrent leurs rangs pour les diaboliser et justifier l'interdiction de manifester pacifiquement et leur arrestation.

Depuis des années, diverses organisations politiques, syndicales et de défense des droits humains exhortent les gouvernements successifs à rectifier leurs politiques néolibérales brutales. Cependant, ils continuent de servir le capital en surchargeant les citoyens par les coûts de divers services du secteur privé et en creusant encore davantage les disparités sociales. La perte de plus de 50 milliards de dirhams par an, selon des experts nationaux et internationaux, en raison du gel de la lutte contre la corruption, aurait pu contribuer à améliorer les services publics, quoique de manière relative.

Le gouvernement aurait pu entendre l'appel des citoyens lors des manifestations contre les désastres de l'« hôpital de la mort » d'Agadir, échantillon de la médiocrité des services de santé dans la plupart des hôpitaux publics. Cependant, on ne peut s'attendre d'un gouvernement qui légifère pour protéger la corruption qu'il réponde aux aspirations du peuple et respecte la Constitution et la loi.

Le 1 Octobre 2025

Le bureau Exécutif